



COMMUNIQUE DE PRESSE

Depuis le mardi 7 octobre 2014, la ville de Bangui est secouée par des tirs d'armes lourdes et légères. Au moins six cas de décès ont été enregistrés : celui d'un officier du contingent pakistanais, d'un élément du contingent burundais, d'un Gendarme et de plusieurs civils centrafricains.

La Présidence de la République s'incline devant la mémoire de toutes les victimes et présente à leurs familles ses condoléances les plus attristées.

Que se passe-t-il exactement en ce moment en République Centrafricaine ?

En neuf mois de gouvernance assumée dans des conditions périlleuses par le Chef de l'Etat de la Transition, Madame Catherine SAMBA-PANZA, avec l'appui des forces internationales, la sécurité est revenue progressivement dans la capitale Bangui et dans plusieurs villes de provinces, comme en témoigne la reprise progressive des activités socio-économiques.

Ces efforts de sécurisation se poursuivent avec l'arrivée des forces onusiennes pour couvrir l'ensemble du territoire national.

Après l'accord de cessation des hostilités signé à Brazzaville le 23 juillet 2014 les deux autres étapes du processus à savoir les consultations populaires dans les 16 Préfectures et le Grand Forum de réconciliation et de reconstruction nationales de Bangui sont en voie d'être lancées.

Les discussions sont en cours avec l'ensemble de la Communauté internationale pour accélérer le processus pré électoral à la demande du Chef de l'Etat de la Transition qui a confirmé ne pas participer aux prochaines élections comme elle s'y est toujours engagée.

Les efforts de mobilisation de ressources se poursuivent auprès des partenaires au développement qui se sont engagés à soutenir le Programme

d'Urgence pour le Relèvement Durable élaboré par le gouvernement à partir de la feuille de route de la Transition.

C'est dans ce contexte, et contre toute attente, qu'une coalition de forces négatives s'est constituée et a orchestré une tentative de coup d'Etat institutionnel visant à installer une troisième Transition. Des mensonges savamment distillées sont accompagnés de larges distributions nocturnes de dizaines de millions par coupures de billets de banque à ceux qui érigent des barricades dans les rues de Bangui et qui les tiennent munis de grenades pour dissuader la population de circuler, paralyser le pays et ainsi déstabiliser la transition.

Des armes lourdes et légères sont également distribuées au sein de la population, notamment aux jeunes, pour semer la terreur dans le pays et réclamer la démission de la Présidente de la Transition et celle du Premier Ministre.

La Présidence de la République prend donc à témoin la communauté internationale et tous les partenaires de la RCA sur la violation des accords de Brazzaville, les périls que cela engendre et rend les instigateurs responsables de la mort de l'Officier Pakistanais, du Gendarme Centrafricain et toutes les victimes civiles.

Elle considère qu'il est urgent aujourd'hui de rétablir l'ordre public et la sécurité à Bangui et sur tout le territoire national. C'est pourquoi **la Présidence de la République demande instamment que la résolution 2149 soit appliquée dans toute sa rigueur en vue d'arrêter rapidement le nouveau cycle de violences en cours afin de protéger sans délai la population en grande détresse.**

La Présidence de la République demande, en outre à la Cour Pénale Internationale, d'accélérer la procédure d'enquête, déjà ouverte à l'initiative de l'Etat Centrafricain, en vue de traduire rapidement devant ses instances, tout auteur de violations des droits de l'homme et de crimes contre la population.

Fait à Bangui, le 14 octobre 2014

Pour la Présidence de la Transition

Antoinette Montaigne, Porte parole